

Unité départementale du Hainaut
Zone d'activités de l'aérodrome
BP 40137
59303 Valenciennes

Valenciennes, le 10 septembre 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/06/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

MALAQUIN - Centre de tri & déchetterie

Zac du Moulin Blanc
BP50158
59230 Saint-Amand-Les-Eaux

Références : V2/2024-215
Code AIOT : 0007001957

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/06/2024 dans l'établissement MALAQUIN - Centre de tri & déchetterie implanté ZAC du Moulin Blanc 741, rue du Champ des Oiseaux 59230 Saint-Amand-les-Eaux. L'inspection a été annoncée le 22/05/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MALAQUIN - Centre de tri & déchetterie
- ZAC du Moulin Blanc 741, rue du Champ des Oiseaux 59230 Saint-Amand-les-Eaux
- Code AIOT : 0007001957
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société MALAQUIN, implantée à Saint-Amand-les-Eaux, exploite :

- un centre de tri et de regroupement de déchets ménagers et industriels ;
- une déchetterie.

Le site est autorisé par arrêté préfectoral du 6 avril 2000. Il a ensuite été autorisé à procéder à l'extension de ses activités par arrêté préfectoral du 22 janvier 2004 complété par arrêtés préfectoraux complémentaires du 18 novembre 2013 puis du 4 août 2017.

Le site est autorisé à réceptionner 100 000 t/an de déchets non dangereux pour ses activités de tri et de regroupement.

Le site est soumis à autorisation au titre de la rubrique :

- 2710-1 : Installations de collecte de déchets dangereux apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719.

Suite aux évolutions de la nomenclature ICPE, le site est désormais soumis à enregistrement (ancien régime : autorisation) au titre de la rubrique :

- 2714 : Installation de transit, regroupement, tri, ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719.

La visite d'inspection précédente, menée le 12/06/2023, a fait suite à un incendie s'étant déclaré sur le centre de tri le dimanche 11/06/2023.

Thèmes de l'inspection :

- Suites données à la visite d'inspection du 13/06/2023
- Surveillance des rejets aqueux

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;

- ♦ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ♦ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Moyens de défense incendie	AP Complémentaire du 04/08/2017, article 16.5	Demande d'action corrective	30 jours
3	Confinement des eaux d'extinction incendie – Caractéristiques	AP Complémentaire du 04/08/2017, article 5.2	3 demandes d'action corrective	30 jours
4	Confinement des eaux d'extinction incendie – Modalités de contrôle	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	2 demandes d'action corrective	30 jours
5	Rejets aqueux - Transmission des résultats d'autosurveillance	AP Complémentaire du 04/08/2017, article 9.3.1	Demande d'action corrective	30 jours

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
6	Rejets aqueux – Entretien des dispositifs de traitement	AP Complémentaire du 04/08/2017, article 6.3	Demande d'action corrective	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Plan des réseaux de collecte des effluents	AP Complémentaire du 04/08/2017, article 4.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au regard des constats réalisés durant la présente visite d'inspection, la proposition d'arrêté préfectoral de mise en demeure formulée à l'encontre de MALAQUIN à l'issue de la visite d'inspection du 12/06/2023 dans le rapport du 15/06/2023 référencé V2/2023-186 ne peut être levée, considérant :

- que l'exploitant n'a pas remis en conformité son site avec les prescriptions contrôlées lors de cette précédente inspection ;
- que les besoins en eau d'extinction incendie requis suite à leur réévaluation (D9) ne sont pas disponibles.

A ce stade, la proposition d'arrêté préfectoral de mise en demeure est donc maintenue.

L'inspection des installations classées formule également 8 nouveaux faits avec suites administratives avec demande d'action corrective pour lesquels il est attendu des éléments complémentaires de la part de l'exploitant pour pouvoir lever la non-conformité relevée.

Ces faits concernent notamment :

- la réévaluation des besoins en confinement des eaux d'extinction incendie et la suffisance des volumes de confinement disponibles ;
- la transmission des résultats complets d'autosurveillance des effluents aqueux pour lesquels l'appréciation de leur conformité fera l'objet d'un examen par l'inspection des installations classées mené distinctement de la présente visite d'inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan des réseaux de collecte des effluents

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/08/2017, article 4.2
Thème(s) : Risques chroniques, Plan des réseaux de collecte des effluents
Prescription contrôlée :

<p>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts doivent être établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés.</p> <p>Ils seront tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Constats de la visite d'inspection du 12/06/2023</u></p> <p>Lors de la visite d'inspection du 12/06/2023 ayant fait suite à un incendie, l'inspection a constaté :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les difficultés de l'exploitant à présenter rapidement le plan des réseaux d'assainissement du site à jour ; - que le plan des réseaux est incomplet et notamment ne fait pas apparaître : <ul style="list-style-type: none"> • la gestion des eaux pluviales au niveau du bassin situé à l'ouest, ni le point de rejet associé (codifié n°2 dans l'arrêté préfectoral), ni son exutoire, ni le volume utile du bassin, ni la nature du bassin (étanche/non étanche) ; • le point de rejet des eaux pluviales codifié n°1 dans l'arrêté préfectoral, ni son exutoire ; • les différents dispositifs de confinement. <p><i>(Faits susceptibles de suites 1)</i></p> <p><u>Suites données à la visite d'inspection du 12/06/2023</u></p> <p>Par courrier du 14/09/2023, l'exploitant a transmis le plan des réseaux complété daté du 20/07/2023.</p> <p><u>Constats de la visite d'inspection du 13/06/2024</u></p> <p>Lors de la visite d'inspection du 13/06/2024, l'exploitant a été en mesure de présenter aisément le plan des réseaux d'assainissement du site à jour, disponible sur le serveur partagé.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Moyens de défense incendie

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/08/2017, article 16.5</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de défense incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dispositions spécifiques au bâtiment d'extension</p> <p>[...]</p> <p>Un poteau d'incendie (d'un débit de 150 m³/h) est implanté à moins de 200 mètres de ce bâtiment. Une réserve d'eau de 200 m³ doit également être disponible sur la zone d'activité en complément aux débits disponibles sur le réseau d'incendie et à l'eau disponible dans le bassin tampon de l'entreprise.</p> <p>[...]</p> <p><i>[Article 1 de projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure proposé dans le rapport d'inspection daté du 15/06/2023 référencé V2/2023-186 :</i></p> <p><i>La société MALAQUIN exploitant une installation de tri et de regroupement de déchets industriels et ménagers sise ZAC du Moulin Blanc - 741 rue du Champ des Oiseaux sur la commune de Saint-Amand-Les-Eaux est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 16.5 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 4 août 2017 susvisé en disposant, en toute circonstance, des besoins en eau d'extinction incendie requis dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent</i></p>

arrêté.]

Constats :

Constats de la visite d'inspection du 12/06/2023

Lors de la visite d'inspection du 12/06/2023, l'inspection a constaté que les besoins en eau d'extinction incendie requis ne sont pas disponibles (*Constat avec suites 1*).

Ces constats ont fait l'objet d'une proposition de mise en demeure dans le rapport d'inspection daté du 15/06/2023 référencé V2/2023-186.

Suites données à la visite d'inspection du 12/06/2023

Par courrier du 14/09/2023, l'exploitant a indiqué être en cours de consultation de prestataires pour la mise à jour de l'étude D9 (dimensionnement des besoins en eau pour la défense extérieure contre l'incendie (DECI)) du site.

Aussi l'exploitant souhaite dans un premier temps réévaluer les besoins en eau pour la DECI vis-à-vis de ceux actuellement prescrits par l'arrêté préfectoral complémentaire du 04/08/2017.

Par courrier du 08/11/2023 puis par courriel du 24/11/2023, l'exploitant a transmis :

- la réévaluation des besoins eau pour la défense extérieure contre l'incendie réalisée selon le référentiel D9, à savoir 240 m³/h soit 480 m³ sur 2 heures ;
- les moyens existants et futurs à mettre en œuvre afin d'assurer ces besoins en eaux d'extinction. Il en résulte la nécessité de mettre en place une réserve d'eau incendie supplémentaire d'un volume de 120 m³ (bâche souple) sur le site, pour laquelle l'exploitant a produit un devis.

L'inspection a sollicité l'avis du SDIS sur les éléments transmis par l'exploitant.

L'avis du SDIS du 04/04/2024 fait notamment état des éléments suivants :

- la quantité d'eau mise à disposition pour l'extinction doit être au minimum de 480 m³ utilisables pendant 2 heures (240 m³/h) ;
- DECI projetée par l'exploitant : 520 m³ avec :
 - . un poteau incendie existant public d'un débit de 100 m³/h (200 m³ sur 2 heures) ;
 - . une réserve incendie enterrée existante présente dans la zone industrielle d'un volume de 200 m³ ;
 - . une réserve d'eau supplémentaire à mettre en place d'un volume de 120 m³ (bâche souple) sur le site ;
- avis favorable à l'adéquation des moyens prévus par l'exploitant au regard de l'évaluation des besoins en eau pour la lutte contre l'incendie (calcul D9), sous réserve de respecter les prescriptions émises.

Ces prescriptions concernent notamment :

- l'aire de mise en station des engins associée à la réserve incendie souple ;
- les dispositifs d'aspiration de la réserve incendie souple.

Cet avis a été transmis à l'exploitant.

Constats de la visite d'inspection du 13/06/2024

La visite d'inspection du 13/06/2024 a permis de constater que la réserve d'eau incendie de 120 m³ n'a pas été commandée ni a fortiori mise en place, mais a fait l'objet d'un premier devis.

Les besoins en eau d'extinction incendie requis suite à leur réévaluation (D9) ne sont pas

disponibles.

En séance, l'exploitant s'est engagé :

- à intégrer les prescriptions formulées par le SDIS dans sa consultation de prestataires pour la mise en place de la réserve incendie ;
- à signer le bon de commande associé dans les meilleurs délais.

A l'issue de la visite, l'exploitant a transmis par courriel du 04/07/2024, le bon de commande signé le 27/06/2024. En revanche, à la date de rédaction du présent rapport, aucune date n'a été communiquée à l'inspection pour l'implantation de cette réserve.

Dans l'attente de la mise en œuvre effective de la réserve d'eau incendie, la proposition de mise en demeure formulée à l'issue de la visite d'inspection du 12/06/2023 ne peut être levée et est donc maintenue à ce stade.

Faits avec demande d'action corrective 1 : Par ailleurs, la mise en conformité sur la disponibilité des besoins en eaux d'extinction nécessite, qu'en parallèle, l'exploitant sollicite M. le Préfet pour la prise en compte, dans son autorisation environnementale, des besoins en eaux d'extinction incendie réévalués.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Dans un délai maximum de 30 jours, l'exploitant sollicitera M. le Préfet sur la modification des conditions d'exploitation.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 30 jours

N° 3 : Confinement des eaux d'extinction incendie – Caractéristiques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/08/2017, article 5.2

Thème(s) : Risques chroniques, Confinement des eaux d'extinction incendie – Caractéristiques

Prescription contrôlée :

Un bassin de confinement des eaux accidentellement polluées, notamment lors de l'extinction d'un incendie, doit être réalisé avec un volume suffisant. Ces eaux s'écouleront dans ce bassin par phénomène gravitaire ou par un dispositif de pompage à l'efficacité démontrée en situation d'accident.

Ce bassin de confinement, d'un volume minimal de 300 m³, doit être opérationnel dès le démarrage de l'activité.

Un dispositif d'obturation est placé à l'aval du bassin pour contenir sur site les eaux susceptibles d'être polluées en cas d'incident ou d'accident.

Une zone de rétention de 415 m³ est créée sur site pour contenir les eaux susceptibles d'être polluées en cas d'incendie. Cette zone est constituée par :

- la dalle du bâtiment " presse à balles " qui forme rétention ;
- la voirie de l'établissement qui est ceinturée par une bordure de trottoir et dont les réseaux de collecte des eaux pluviales sont munies d'une obturation.

Les eaux collectées dans cette zone en cas de sinistre ne peuvent être rejetées qu'à partir du

moment où elles respectent les valeurs limite de rejet autorisées par les arrêtés préfectoraux applicables au site. Sinon, elles doivent être éliminées dans une filière de traitement adaptée à leur qualité.

Constats :

Constats de la visite d'inspection du 12/06/2023

Lors de la visite d'inspection du 12/06/2023, l'exploitant a indiqué disposer :

- d'un premier volume de confinement composé du bâtiment principal de tri dans lequel s'est déroulé l'incendie formant rétention et présentant 2 fosses enterrées ;
- d'un second volume de confinement lié au bâtiment de stockage formant également rétention ;
- d'un troisième volume de confinement formé par les voiries imperméabilisées et bordurées du site et les 2 vannes d'isolement du réseau eaux pluviales.

Néanmoins, le volume utile des différents confinements n'est pas connu de l'exploitant (*Faits susceptibles de suites 2*).

Suites données à la visite d'inspection du 12/06/2023

Par courrier du 14/09/2023, l'exploitant a transmis le plan des réseaux complété daté du 20/07/2023 matérialisant les 2 vannes d'isolement et les volumes de confinement disponibles sur le site, à savoir :

- bâtiment principal de tri :
 - . fosse 1 : 66 m³ ;
 - . fosse 2 : 90 m³ ;
- bâtiment de stockage formant rétention : 225 m³ ;
- voiries extérieures du bâtiment de stockage formant rétention : 190 m³.

L'examen de ces éléments fait apparaître que :

- **les volumes annoncés pour chaque dispositif de confinement ne sont pas étayés (longueur, largeur, hauteur utile de confinement,) ;**
- le volume de confinement prescrit par l'arrêté préfectoral complémentaire du 04/08/2017 de 415 m³ (bâtiment de stockage et voiries) est annoncé comme atteint ;
- **le bassin de confinement de 300 m³ prescrit n'existe pas et que les dispositifs présents sur le site, assurant néanmoins le confinement, présentent un volume total insuffisant.**

Dans son courrier du 14/09/2023, l'exploitant a indiqué être en cours de consultation de prestataires pour la mise à jour de l'étude D9A (dimensionnement des rétentions des eaux d'extinction) du site.

Aussi l'exploitant souhaite dans un premier temps réévaluer les besoins en confinement vis-à-vis de ceux actuellement prescrits par l'APC.

Constats de la visite d'inspection du 13/06/2024

La visite d'inspection du 13/06/2024 a permis de constater **que la réévaluation des besoins en confinement selon le référentiel D9A n'a pas été réalisée, ni a fortiori l'adéquation avec les volumes de confinement disponibles.**

En séance, l'exploitant s'est engagé à transmettre ces éléments sous 1 mois.

A l'issue de la visite, l'exploitant a transmis par courriel du 31/07/2024 :

- la réévaluation des besoins en confinement des eaux d'extinction réalisée selon le référentiel

D9A ;

- les dispositifs de confinement présents (bâtiments, fosses, voiries imperméabilisées, réseaux eaux pluviales) et leurs volumes détaillés.

L'exploitant conclut à la suffisance des volumes de confinement présents sous réserve de la mise en œuvre de moyens de pompage.

Cependant, l'examen des éléments transmis par l'exploitant appelle les observations suivantes :

- sur l'évaluation des besoins en confinement selon le référentiel D9A :

L'ensemble des surfaces imperméabilisées présentes au sein de chacun des bassins versants, et susceptible de drainer les eaux vers le confinement, n'a pas été pris en compte pour le volume d'eau supplémentaire lié aux intempéries.

- sur les volumes de confinement disponibles pour répondre aux besoins :

. Selon le guide D9A, « si la zone étudiée comporte une rétention délimitée par le bâtiment, ce volume peut être comptabilisé dans le volume disponible.

Afin de tenir compte de l'encombrement au niveau du sol à l'intérieur des locaux (marchandises stockées, machines, etc.), et donc de la réduction du volume de rétention, il est nécessaire de ne considérer disponible pour la rétention que la moitié du volume ». **L'exploitant n'a pas tenu compte de ces éléments dans son évaluation des volumes de confinement.**

. **La hauteur de confinement de 10 cm prise en compte dans les bâtiments est à justifier** (profil de la dalle, présence de seuils de portes,...).

. **Les systèmes de relevage à mettre en œuvre doivent être autonomes.**

Faits avec demande d'action corrective 2 : La réévaluation des besoins en confinement selon le référentiel D9A n'est pas recevable.

Faits avec demande d'action corrective 3 : L'appréciation des volumes de confinement disponibles pour répondre aux besoins n'est pas recevable.

Faits avec demande d'action corrective 4 : Par ailleurs, la mise en conformité vis-à-vis du confinement des eaux d'extinction incendie nécessite, qu'en parallèle, l'exploitant sollicite M. le Préfet pour la prise en compte, dans son autorisation environnementale, des besoins en confinement réévalués.

La visite terrain a permis :

- de constater que les 2 vannes d'isolement étaient présentes et accessibles avec leur clé de manœuvre. Leur présence est correctement signalée avec affichage du sens de rotation pour leur ouverture ou leur fermeture ;
- de procéder à leur manœuvre.

Toutefois un dépôt de déchets de verre était présent aux abords de la vanne d'isolement située à proximité de la déchetterie. Par courriel du 04/07/2024, l'exploitant a transmis les photographies permettant de justifier du nettoyage de la zone post-inspection, dès le 14/06/2024.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Dans un délai maximum de 30 jours, l'exploitant :

- transmettra la réévaluation révisée des besoins en confinement des eaux d'extinction réalisée selon le référentiel D9A ;
- transmettra l'appréciation révisée des volumes de confinement disponibles pour répondre aux

besoins ; - sollicitera M. le Préfet sur la modification des conditions d'exploitation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 30 jours

N° 4 : Confinement des eaux d'extinction incendie – Modalités de contrôle

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
Thème(s) : Risques chroniques, Confinement des eaux d'extinction incendie – Modalités de contrôle
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 59 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation</p> <p>Consignes d'exploitation et de sécurité.</p> <p>[...]</p> <p>L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation.</p> <p>Ces consignes d'exploitation précisent autant que de besoin :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation ; - les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation ; <p>[...]</p> <p>L'ensemble des contrôles, vérifications, les opérations d'entretien menés sont notés sur un ou des registres spécifiques.</p> <p>[...]</p> <p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 13/06/2024, l'exploitant a indiqué que les vannes d'isolement mises en œuvre pour le confinement du site étaient manœuvrées une fois par mois afin de s'assurer de leur fonctionnalité. La réalisation de ce contrôle est enregistrée dans l'application interne KIZEO utilisée par l'exploitant.</p> <p>Le dernier contrôle en date du 22/05/2024 a été présenté à l'inspection.</p> <p>En revanche, la fréquence de vérification et les contrôles explicites à effectuer ne font pas l'objet de consignes.</p> <p>A la suite de la visite d'inspection, l'exploitant a indiqué par courriel du 04/07/2024, avoir intégré</p>

ce contrôle mensuel dans l'application interne SYNERGIE qui permet une programmation des actions d'entretien périodique préventif et leur suivi actif (notification en cas de non-respect de la fréquence).

L'exploitant a transmis les captures d'écran de l'application en attestant.

Faits avec demande d'action corrective 5 : L'application SYNERGIE ne fait état que de l'entretien mensuel d'une vanne d'isolement alors que le site en comporte 2.

Faits avec demande d'action corrective 6 : Les contrôles explicites à effectuer sur les 2 vannes d'isolement ne font pas l'objet de consignes.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Dans un délai maximum de 30 jours, l'exploitant :

- intégrera dans son programme d'entretien préventif, le contrôle des 2 vannes d'isolement ;
- établira les consignes comportant les contrôles explicites à effectuer sur les 2 vannes d'isolement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 30 jours

N° 5 : Rejets aqueux - Transmission des résultats d'autosurveillance

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/08/2017, article 9.3.1

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux - Transmission des résultats d'autosurveillance

Prescription contrôlée :

Conformément à l'arrêté ministériel du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement, sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions prévus à l'article 8.1 sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet.

L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise notamment celles de son programme d'auto surveillance, les analyse et les interprète. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.

Constats :

Le site présente les points de rejet suivants réglementés par l'arrêté préfectoral complémentaire du 04/08/2017 :

- un point de rejet n°1 des eaux pluviales ruisselant sur les surfaces imperméabilisées côté bâtiment de tri, déchetterie et bureaux. Ces effluents sont traités par un séparateur à hydrocarbures avant rejet dans le réseau de la zone industrielle ;
- un point de rejet n°2 des eaux pluviales ruisselant sur les surfaces imperméabilisées côté bâtiment de stockage. Les effluents rejoignent un bassin tampon de 1500 m³, directement ou après traitement par un séparateur à hydrocarbures pour les eaux ruisselant sur les voiries, puis le milieu naturel (courant des mortiers) ;
- un point de rejet des eaux usées domestiques (n°3).

Ces points de rejet figurent sur plan de réseaux présenté par l'exploitant (cf. point de contrôle n°1).

Leur autosurveillance est encadrée par l'article 8.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 04/08/2017 :

- selon une fréquence semestrielle ;
- avec des paramètres à analyser et des valeurs limites d'émission associées propres à chacun des 2 points.

Lors de la visite d'inspection du 13/06/2024, l'exploitant a présenté la fréquence d'autosurveillance associée aux points de rejet des eaux pluviales intégrée dans l'application interne SYNERGIE :

- point de rejet n°1 : **ce point de rejet n'est pas intégré dans l'application ;**
- point de rejet n°2 : fréquence d'autosurveillance semestrielle.

L'exploitant a toutefois indiqué réaliser cette autosurveillance à fréquence semestrielle pour les 2 points de rejet.

Les obligations de transmission des résultats d'autosurveillance des points de rejets n°1 et n°2 via GIDAF sont prescrites par l'article 9.3.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 04/08/2017.

La visite d'inspection du 13/06/2024 a permis de constater (examen des données à compter de 2022 exclusivement) :

- **qu'aucun résultat d'autosurveillance n'a été saisi dans GIDAF (déclaration non initiée) au titre de l'année 2022 ;** en séance, l'exploitant a indiqué avoir mené une campagne en novembre 2022 ;
- **que les résultats d'avril 2023 présentent un statut « enregistré » dans GIDAF et qu'à ce titre ils n'ont donc pas été validés par l'exploitant ni transmis ;**
- **que les résultats d'octobre 2023 présentent un statut « enregistré » dans GIDAF et qu'à ce titre ils n'ont donc pas été validés par l'exploitant ni transmis ;**
- **que la dernière campagne d'autosurveillance a été menée en avril 2024 (bordereau présenté en séance) mais que les résultats n'ont pas été saisis dans GIDAF.**

En séance, l'exploitant s'est engagé à régulariser ses déclarations d'autosurveillance sous 1 mois.

L'examen de GIDAF au 30/08/2024 met en évidence que les résultats au titre de 2023 ont bien été transmis, en revanche les autres points soulevés n'ont pas été corrigés.

Faits avec demande d'action corrective 7 : L'ensemble des résultats d'autosurveillance depuis 2022 n'a pas été transmis par l'exploitant via GIDAF.

L'appréciation de la conformité des résultats complets d'autosurveillance, fera l'objet d'un examen par l'inspection des installations classées mené distinctement de la présente visite d'inspection.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Dans un délai maximum de 30 jours, l'exploitant transmettra l'ensemble des résultats d'autosurveillance depuis 2022 via GIDAF.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 30 jours

N° 6 : Rejets aqueux – Entretien des dispositifs de traitement

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/08/2017, article 6.3
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux – Entretien des dispositifs de traitement
Prescription contrôlée : <u>Article 6.3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 04/08/2017</u> 6.3. - Entretien et suivi des installations de traitement Les installations de traitement doivent être correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche doivent être mesurés périodiquement. Les résultats de ces mesures doivent être portés sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. <u>Article 59 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010</u> Consignes d'exploitation et de sécurité. [...] L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation. Ces consignes d'exploitation précisent autant que de besoin : - les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation ; [...] L'ensemble des contrôles, vérifications, les opérations d'entretien menés sont notés sur un ou des registres spécifiques. [...]
Constats : Compte tenu des résultats d'autosurveillance plus que partiels disponibles le jour de la visite du 13/06/2024, l'inspection s'est concentrée en première approche sur l'entretien préventif des dispositifs de traitement des eaux pluviales avant leur rejet, dans l'attente de l'obtention des résultats complets d'autosurveillance. En séance, l'exploitant a indiqué que les 2 séparateurs à hydrocarbures et des réseaux faisaient l'objet d'un entretien annuel. En revanche, la fréquence d'entretien ne fait pas l'objet de consignes. De plus, à l'issue de la visite d'inspection, l'exploitant a transmis par courriel du 04/07/2024, les éléments factuels des derniers entretiens réalisés en mars 2022 et janvier 2023. La fréquence annuelle n'a donc pas été respectée depuis 2023. A la suite de la visite d'inspection, l'exploitant a indiqué par courriel du 04/07/2024, avoir intégré ce contrôle annuel dans l'application interne SYNERGIE qui permet une programmation des actions d'entretien périodique préventif et leur suivi actif (notification en cas de non-respect de la

fréquence).

L'exploitant a transmis les captures d'écran de l'application en attestant.

Faits avec demande d'action corrective 8 : L'application SYNERGIE ne fait état que de l'entretien annuel d'un séparateur à hydrocarbures alors que le site en comporte 2.

L'exploitant a transmis par courriel du 04/07/2024, le bon de commande signé de juin 2024 pour la réalisation d'un nouvel entretien. **En revanche, à la date de rédaction du présent rapport, aucune date n'a été communiquée à l'inspection quant à sa réalisation effective ou sa programmation.**

L'inspection rappelle que l'entretien des dispositifs de traitement des effluents doit être réalisée selon une fréquence adaptée, notamment au regard des résultats d'autosurveillance.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Dans un délai maximum de 30 jours, l'exploitant intégrera dans son programme d'entretien préventif, le contrôle des 2 séparateurs à hydrocarbures.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 30 jours